

**Zeitschrift:** FemInfo / Verein Feministische Wissenschaft Schweiz = Association suisse femmes, féminisme, recherche

**Herausgeber:** Verein Feministische Wissenschaft Schweiz

**Band:** - (2010)

**Heft:** 22

**Rubrik:** Seitenblicke : feministisch = Regards féministes

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

.....  
SEVERINE REY  
.....

## **Colloque *Education et genre : de la petite enfance à la formation professionnelle et tertiaire***

Université de Lausanne, 1er octobre 2010

*Quelle place donner à la question du genre dans l'éducation et la formation ? Où en est la recherche sur les inégalités genrées dans le système de formation ? Quelles réponses peut apporter la recherche féministe pour construire un futur plus encourageant pour les filles ? Telles sont les questions posées par les organisatrices<sup>1</sup> du colloque Education et genre et développées en parallèle dans un récent numéro de la revue Nouvelles Questions Féministes (« Perspectives féministes en éducation », 29(2), 2010). Si le colloque était l'occasion de visibiliser les travaux publiés dans ce numéro de NQF (certain·e·s des auteur·e·s ont été invité·e·s à présenter leurs réflexions), il les a prolongés et complétés en interrogeant les différents moments de la formation scolaire, professionnelle et tertiaire.*

*En introduction au colloque, Farinaz Fassa a brièvement rappelé que les avancées, tout particulièrement en termes d'accès à la formation et aux professions, ne doivent pas cacher l'immense chantier qu'il reste à achever dans ce domaine. Elle a également souligné que si les modèles mettent tant de temps à changer, un backlash menace les réussites en termes d'égalité, faisant croire que cette dernière est réalisée puisqu'il n'y a pas de ségrégation formelle à l'accès à la formation. Pire, des discours masculinistes attaquent de front les avancées des femmes en mettant en avant la souffrance des hommes : en témoignent les propos de Sandro Cattacin, professeur de sociologie à l'Université de Genève (Le Temps, 28 septembre 2010) qui accuse le système scolaire tour à tour de s'être « féminisé », de « favoriser » les filles par ses critères de sélection, et de ne plus tolérer les comportements « plus agressifs » des garçons, érigés en « victimes » de cette « féminisation ».*

*Un point fort du colloque tient au fait que les intervenant·e·s ont ouvert de nombreuses pistes de réflexion, sur la formation professionnelle et tertiaire, sur les enseignant·e·s et les enfants. La richesse du colloque vient également du fait que les communications relevaient de différents niveaux de questionnement : évolution des formations (accès, différenciations de filières, carrières) d'une part, et pratiques de promotion et d'enseignement de la perspective de genre dans la formation d'autre part.*

*Dans le cadre des états des lieux des formations, Gilles Moreau a tout d'abord dressé un bilan de la formation professionnelle et technique en France, avant de développer une analyse de l'apprentissage en entreprise, et notamment du rapport différencié des filles et des garçons à celui-ci. Il a examiné comment elles et ils évaluent leur relation à leur maître d'apprentissage et leur rapport au travail: au terme de l'étude, on retrouve (comme Margaret Maruani et d'autres l'ont montré) un rapport au travail évident pour les jeunes hommes et contingent pour les jeunes femmes.*

*Isabelle Collet a de son côté développé la question de la formation des informaticiennes tout en menant en parallèle une réflexion sur l'évolution de son propre questionnement de recherche: après une enquête sur leur parcours de formation et sur leur insertion professionnelle, elle a étudié la spécificité de l'informatique, qui n'est pas construite sur des représentations viriles et a une histoire assez marquée par la mixité. Quant au positionnement des informaticiennes par rapport aux normes de sexe et à leur impact sur leur carrière, Collet relève qu'elles peinent à penser en termes de rapports sociaux de sexe et cherchent en elles des carences personnelles quand elles rencontrent des difficultés.*

*Ce tour d'horizon des différentes formations s'est poursuivi avec Edmée Ollagnier, qui a orienté sa présentation sur la formation de niveau tertiaire. Les knowledge workers, définis comme une élite aux compétences pointues, sont un groupe marqué par des*

*inégalités; la société du savoir universitaire fonctionne sur des exclusions non-dites: la présence des étudiantes décroît avec le niveau d'études et les enseignantes se heurtent au plafond de verre. Dans sa conclusion, elle s'est interrogée sur ce que le féminisme peut faire en la matière et sur la pédagogie à développer.*

*Marlaine Cacouault a de son côté étudié les professions enseignantes par une analyse secondaire des statistiques du Ministère français de l'éducation nationale et par une approche socio-historique dédiée aux trajectoires d'enseignantes en comparant plusieurs générations de femmes. Jusque dans les années 1950, une majorité d'entre elles sont célibataires, certaines faisant explicitement le choix de poursuivre leur profession plutôt que de se marier. Puis, dès les années 1960, les enseignantes vont se marier: Cacouault s'intéresse alors aux stratégies de résistance mises en place par rapport à la famille et la confrontation (plutôt que la conciliation) entre sphères privée et professionnelle. Yveline Jabouin s'est elle concentrée sur l'ouverture des écoles maternelles aux hommes dès la fin des années 1970 en France: ils représentent aujourd'hui 7% des enseignant·e·s à ce niveau alors qu'ils sont environ 25% dans les écoles élémentaires. Dans ce cadre, la mixité n'est pas réfléchiée en termes de rapports sociaux de sexe: l'idée d'une complémentarité des sexes domine et les rôles semblent être répartis selon les stéréotypes habituels.*

*Finalement, la présentation de Anne Dafflon Nouvelle a abordé la construction de l'identité sexuée. Socialisation (notamment par la famille et par les jouets), observation de leur environnement,*

représentations de la réalité (livres, émissions) : sur tous ces plans, on constate une nette différenciation sexuée des enfants, renforcée par la publicité et le commerce qui sexuent toujours plus les objets à vendre – ce qui permet d’expliquer, du moins en partie, les difficultés des programmes d’incitation au moment de l’adolescence, qui arrivent trop tard : il faut donner plus tôt aux enfants des moyens de résister au système de genre.

Un autre groupe de présentations s’est basé sur l’étude de pratiques développées à différents niveaux. Mireille Baurens et Caroline Schreiber ont analysé une expérience pratique, aujourd’hui disparue, d’enseignement du genre menée durant six années dans le cadre de la formation de recrutement des fonctionnaires stagiaires de l’Education nationale en France. Cette expérience visait à provoquer différents troubles : chez les stagiaires pour les mettre en mouvement vers des pratiques pédagogiques plus égalitaires, et dans l’institution pour insérer le genre dans la formation ; effet collatéral inattendu, le trouble s’est étendu aux formatrices, qui ont rencontré des désillusions, avant de mettre en place différentes stratégies visant à modifier leurs pratiques de formation. Cette communication (une de celles qui fait l’objet d’un article dans NQF) a ouvert de nombreuses pistes pour les personnes qui sont concernées par l’enseignement du genre.

Dans la même veine, Gaël Pasquier mène une recherche sur la manière d’enseigner l’égalité des sexes à l’école primaire. Certain·e·s enseignant·e·s ont au départ l’impression de devoir tout inventer, alors que d’autres se tournent vers le matériel des

apprentissages habituels sur lequel elles et ils construisent leur apport plutôt que de chercher des manuels non-sexistes. Des questions pratiques sont abordées, comme par exemple les débats à lancer ou pas en raison du temps d’apprentissage, mais aussi la question du temps de parole donné à l’un ou l’autre sexe, ainsi que le risque de polarisation (garçons brimés, filles victimes) et de renforcement de l’appartenance aux groupes de sexe.

Cette réflexion a trouvé un écho dans la présentation de Dominique Malatesta et Dominique Golay sur la participation des enfants au débat public, dans laquelle elles ont analysé un dispositif participatif (les conseils d’enfants) à la gestion des affaires publiques de la ville de Lausanne. Ce qui a retenu leur attention est la manière qu’ont les professionnel·le·s d’intervenir auprès des mineur·e·s : les enfants sont considérés comme égaux, les différences sont conçues comme étant avant tout individuelles. Elles ont insisté sur l’élément essentiel que représente l’encadrement pour la constitution d’une identité commune et pour l’appropriation individuelle et collective de l’espace, ainsi que sur l’articulation entre les principes de redistribution et de reconnaissance pour remédier aux injustices faites aux filles en tant que groupe.

Finalement, une autre communication pratique a conclu la journée, relative au matériel pédagogique L’école de l’égalité conçu par la Conférence romande de l’égalité, présenté par Sylvie Dur- rer : organisés sur plusieurs degrés, les différents volumes offrent

*des pistes concrètes pour intégrer une perspective égalitaire dans toutes les matières enseignées durant la scolarité obligatoire.*

*On le voit, le colloque a habilement associé différents types d'analyses qui ont offert un aperçu des connaissances dans le champ de l'éducation, mais également de l'ampleur de ce qui reste à réaliser en matière d'égalité et d'intégration du genre dans l'enseignement.*

## Note

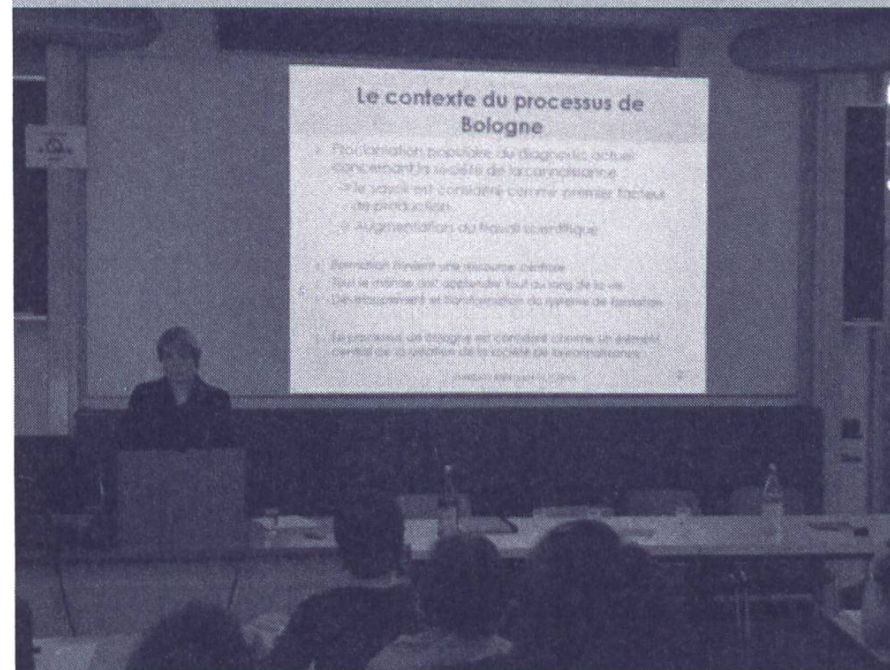
1 Le comité d'organisation était composé d'Isabelle Collet (Université de Genève), Farinaz Fassa (Université de Lausanne), Dominique Golay (Ecole d'études sociales et pédagogiques/HES-SO), Sabine Kradolfer (Université de Lausanne et Université autonome de Barcelone), Emmanuelle Lada (Université de Lausanne), Nadia Lamamra (Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle), Marie-Eve Tschumi (LIEGE, Université de Lausanne).

## Vorschau FemInfo 23

Im nächsten FemInfo, das im März 2011 erscheint, werden wir ausführlich über die FemWiss-Tagung «Bologna und Chancengleichheit» berichten, die am 12. November an der Universität Neuenburg stattgefunden hat.

## A paraître dans FemInfo 23

FemWiss a organisé, le 12 novembre à l'Université de Neuchâtel, un colloque intitulé «Bologne et égalité des chances». Nous en ferons un compte-rendu détaillé dans le prochain FemInfo qui sortira en mars 2011.



.....  
**ISABELLE GIRAUD**  
 .....

## Militantisme féministe et université: quels projets aujourd'hui ?

**Rencontre du 16 septembre 2010 à l'Université de Genève**

*Conjointement avec la Marche mondiale des femmes (MMF), l'unité d'Etudes genre de l'Université de Genève a organisé une rencontre rassemblant plus d'une soixantaine de personnes, militantes des associations, enseignantes du corps intermédiaire et professoral, étudiant·e·s. L'objectif de la journée était de réfléchir non seulement à la politique d'égalité de l'université et d'intégration de la perspective de genre, mais aussi au renforcement de la collaboration entre monde militant et monde universitaire. La MMF a ainsi marqué son soutien dans un contexte où l'unité d'Etudes genre est confrontée à des difficultés pour préserver son autonomie dans le cadre de la réorganisation de l'Université de Genève.*

*Au début de la journée, Delphine Gardey, directrice de l'unité d'Etudes genre, a rappelé que toute rencontre entre l'université et le monde militant interroge les frontières du légitime et de l'illégitime, enjeux de pouvoir. Par exemple, la connaissance sur l'histoire des femmes ne s'est institutionnalisée que dans les années 1980. S'appuyant largement sur des sources orales, surtout en histoire sociale, cette production académique critique l'autorité des productions savantes en valorisant de l'expérience située du savoir.*

*Edmée Ollagnier, universitaire et militante de la MMF, a proposé un bilan des relations entre le mouvement genevois et l'université. Ce dernier a participé, au début des années 1980, aux journées nationales « Femmes et science » qui ont mis en évidence l'absence de recherches sur les femmes, ainsi que leur sous-représentation dans le corps enseignant – ces journées débouchent en 1983 sur la création de l'association suisse Femmes féminisme recherche. Par la suite, les militantes sont intervenues, sur un plan local, tantôt par des pressions sur le politique, comme des pétitions au Grand conseil genevois (1994, 2009), tantôt par un suivi des questions de harcèlement ou sur les conditions de travail des femmes. Des militantes dans la salle ont rappelé que, pour soutenir efficacement les femmes se trouvant à l'intérieur de l'Université, elles ont besoin d'être informées rapidement pour réagir avant que les décisions ne soient irrévocables.*

*Brigitte Mantilleri, déléguée à l'égalité et adjointe au rectorat de l'Université de Genève, a fait un bilan des politiques d'égalité et a souligné qu'on n'atteint pas chaque année le taux de recrutement de 30% de femmes fixé par la convention d'objectif avec le canton de Genève. En 2008, les femmes représentent 61% des étudiant·e·s, 20,7% des maîtres d'enseignement et de recherche titulaires et seulement 14,5% des professeur·e·s ordinaires. La politique d'égalité, qui se concentre sur la constitution du dossier académique (programmes de mentorat et de soutien) se heurte aux résistances des hommes au moment des recrutements. Interrogée sur le harcèlement sexuel, elle a relevé qu'il n'y a pas de politique de prévention, ni de recherche statuant sur son importance.*

*Pour sa part, Lorena Parini, enseignante à l'unité d'Etudes Genre et fondatrice de l'association FemmUNIES, a souligné les échecs de celles qui ont dénoncé des injustices, échecs liés à l'absence d'instances efficaces en cas de conflit. Créée en 2005 pour obtenir une politique d'égalité s'attaquant aux structures, sans présumer un retard du côté des femmes, FemmUNIES prône la mise en place de voies de nomination par concours interne. Dans le cadre de la discussion qui a suivi ces présentations, différentes situations ont été abordées: d'une part celle de la Faculté de médecine qui, pour mettre fin à leur sous-emploi, aurait rédigé une circulaire demandant aux femmes intéressées par une carrière académique d'envoyer leur dossier au décanat; d'autre part celle des enseignantes de la Faculté des lettres qui soulèvent le problème du non-remplacement des collègues en congé maternité.*

*Concernant les apports de l'Université au mouvement des femmes, Isabelle Giraud, enseignante à l'unité des Etudes genre, a expliqué, en présentant le livre Dix ans de solidarité planétaire, perspectives sociologique de la Marche mondiale des femmes (Montréal, Editions du remue-ménage, 2010) qu'elle a rédigé avec Pascale Dufour, les difficultés de faire coïncider les attentes du monde académique et du monde militant. Composé de nombreux témoignages de femmes et d'enquêtes lors de rencontres internationales, le livre questionne leurs pratiques et l'évolution de leurs discours.*

*De son côté, Laetitia Carreras, du Centre de contact Suisses-Immigrés, s'est interrogée sur l'élaboration d'un savoir: dans quelles conditions, à partir de quelles actions et de quelles bases théoriques se construit-il? Une fois constitué, peut-on en diffuser les résultats sans chercher à avoir un impact sur la «réalité»? Et enfin, travaille-t-on avec, sur ou pour certaines catégories de personnes?*

*La discussion avec le public a pointé le fait que les universitaires féministes sont exposées aux pressions et peinent à faire reconnaître leur engagement comme étant aussi légitime que ceux pour l'écologie ou la justice sociale. Dans la salle fusent des constats sur la disparition de librairies féministes, la difficulté de garantir une perspective féministe dans les enseignements et les recherches. Certaines jeunes femmes veulent agir en bénéficiant de l'expérience des anciennes, d'autres préfèrent un militantisme local en petits groupes. On suggère que différentes formes d'art*

*permettent une traduction esthétique des idées pour changer les mentalités. Des actions pour les vingt ans de la grève des femmes, le 14 juin 2011, pourraient permettre de tisser des liens entre femmes de différentes appartenances militantes et générationnelles.*

*La rencontre s'est conclue sur la volonté de réfléchir à la création de passerelles, par exemple sur le modèle de l'association québécoise Relais-femmes, un organisme féministe de formation, de recherche et de concertation qui met en contact les groupes de femmes et les universitaires pour des formations continues ou des recherches-actions, ou sous forme d'une université populaire féministe. La journée a débouché sur la formulation de deux axes à développer: le premier vise à relancer la réflexion sur une politique d'égalité qui ne s'appuie pas sur une analyse en termes de «handicaps» des femmes, mais qui s'attaque aux structures qui fondent l'inégalité; le second concerne les relations entre académie et militantisme, les recherches-actions futures et les besoins de formation. Chacun de ces axes fait l'objet de prochaines réunions de travail auxquelles sont conviées l'ensemble des femmes travaillant à l'université et les militantes intéressées, de manière à raviver l'association FemUnies et à poser les jalons d'un réseau d'échanges entre la MMF et les féministes de l'Université de Genève.*

.....  
**CHRISTINE VERSCHUUR**  
.....

## **Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation<sup>1</sup>**

**Colloque organisé par le Pôle genre et développement de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, 28-29 octobre 2010**

*Les émeutes de la faim en 2007 et 2008, et récemment en 2010 au Mozambique, ont remis la question du développement rural au cœur des priorités dans les études et politiques de développement. Du grain à moudre... Le colloque organisé par le Pôle genre et développement d'IHEID s'est proposé de donner matière à réfléchir sur cette profonde injustice, la persistance de la faim dans le monde, alors que les ressources naturelles et techniques sont suffisantes pour assurer une alimentation correcte de l'humanité, aujourd'hui, ou en 2050 avec 9 milliards de personnes (Mazoyer 2005).*

*Double paradoxe : 80% des personnes sous-alimentées vivent en milieu rural (FAO), et parmi elles 60% sont des femmes, justement celles qui sont considérées responsables de nourrir leurs*

*proches. Comment expliquer les disettes régulières ? Comment expliquer qu'il y ait, en 2010, un milliard de personnes sous-alimentées ? Comment expliquer cette inégalité d'accès à l'alimentation ? En quoi les études de genre contribuent-elles à la compréhension de cette situation ? Les études de développement agricole et rural ont certes interrogé les politiques ayant mené aux dépendances alimentaires, les politiques de modernisation agricoles, la libéralisation des marchés agricoles. Il y a cependant des angles morts que le colloque a tenté d'éclairer.*

*En effet, alors que les apports des théoriciennes féministes aux questions agraires, sont, à mon avis, nécessaires pour analyser les problèmes évoqués ci-dessus, ils ne sont que faiblement ou pas reconnus parmi les économistes politiques agraires ou les spécialistes des politiques de développement agricole et rural. Certes, le fait que les femmes contribuent de manière importante à la production agricole est désormais établi (Boserup 1970), certaines des contraintes auxquelles les paysannes doivent faire face – et en particulier l'accès inégal à la terre – également. Durant le colloque ont été présentés certains des apports des études genre au développement rural, qui vont bien au-delà de la visibilisation du rôle ou des besoins des femmes paysannes.*

*Le colloque a abordé quatre champs de réflexion : la libéralisation agricole et l'articulation du travail reproductif et productif au sein des systèmes de production agricoles ; les logiques d'action des paysannes et les rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans les systèmes de production vivrière, ainsi que les*

*transformations du travail en milieu rural; le champ de recherche autour de la question de l'accès des femmes à la terre; les luttes des paysannes et les enjeux liés au droit à l'alimentation.*

### **Quels sont les apports des études genre aux questions agraires ?**

*1. La catégorie de « paysans » a été déconstruite, car, loin de constituer une catégorie neutre, elle est traversée par des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, selon les appartenances de classe, de race, et l'âge.*

*2. Les femmes et les hommes occupent, dans les systèmes de production agraires, des places différentes. Les études genre ont cherché à expliquer la place subordonnée que les femmes occupent de manière structurelle dans les systèmes agraires (Benaria et Sen 2001).*

*3. Les études genre ont montré que les inégalités structurelles de genre dans les systèmes agraires, préalables aux politiques de modernisation et de libéralisation, ont tendance à s'aggraver avec celles-ci.*

*4. L'analyse des rapports sociaux de genre dans les systèmes de production a permis de reconnaître que les paysannes sont loin de pratiquer une agriculture « rudimentaire », ont des connaissances fines de leur écosystème et des pratiques culturelles adaptées. Cette situation était auparavant (et reste encore) très peu documentée et analysée.*

*5. Les paysannes ne sont pas uniquement confinées à la sphère domestique et de production vivrière et sont présentes sur le marché. Elles vendent une partie de leur production vivrière, de nouvelles cultures de rentes, ou encore leur force de travail, en tant qu'ouvrières agricoles ou dans des activités informelles, de manière croissante (Razavi 2009). Dans l'agro-industrie, les inégalités de genre sont importantes.*

*6. La reconnaissance du travail reproductif et de son articulation avec le travail productif est peut-être un des apports les plus importants des études genre pour comprendre les transformations agraires, les inégalités et la crise de la reproduction sociale, dont la sous-alimentation et les famines ne sont qu'une des manifestations. Le travail reproductif a en milieu rural une ampleur considérable.*

*La féminisation de l'agriculture, constatée dans diverses régions du monde, participe de la dévalorisation de la production agricole sous l'effet de la libéralisation, et loin de signifier un empowerment des paysannes, elle est plutôt le résultat d'un manque d'accès à d'autres opportunités plus valorisées, liées à la diversification des emplois agricoles et dont les hommes se saisissent. La féminisation de l'agriculture représente un accroissement de la charge de travail, une dégradation des conditions de travail et de très faibles rémunérations. Elle incarne la nécessité de maintenir le travail reproductif (agricole) partiellement en dehors de l'économie capitaliste.*

*La reconnaissance des droits des femmes à la terre, aux semences, à l'alimentation, au pouvoir de décision sur la production agricole, etc. peut difficilement modifier les rapports de pouvoir inégaux si la question de la valeur du travail féminin, et en particulier le travail reproductif, n'est pas abordée. Cette question constitue un vaste champ de recherche. Loin d'être des victimes et de subir, les paysannes réagissent, s'organisent. Des organisations s'intéressent à la défense de la souveraineté alimentaire. Cependant, la participation des femmes aux mouvements sociaux n'a pas permis de garantir que leurs intérêts aient été pris en compte ou que les rapports de genre se soient transformés dans le sens de plus d'égalité (Agarwal 1994). Mais les paysannes sont plus visibles, reconnaissent les différences entre elles et bousculent les rapports de pouvoir entre hommes et femmes.*

*Une analyse de genre du développement rural permet de mieux comprendre les changements agraires et la persistance de la sous-alimentation, en repensant l'organisation politique et économique du travail agricole d'auto-subsistance et reproductif, au cœur des inégalités sociales. C'est ce que ce colloque a contribué à montrer.*

#### **Note**

1 Extrait d'un article qui paraîtra dans Du Grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation. Actes des colloques genre. Genève: IHEID, Commission nationale suisse pour l'UNESCO, DDC (à paraître en 2011).

#### **Références citées**

- Agarwal Bina (1994), *A field of one's own: gender and land rights in South Asia*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Benaria Lourdes et Sen Gita (2001 [1986]), « Accumulation, reproduction et rôle des femmes dans le développement économique: Ester Boserup revisitée », in: Bisilliat Jeanne et Verschuur Christine (Eds), *Genre et économie: un premier éclairage*, pp. 97-119, Paris: L'Harmattan (Cahiers Genre et Développement n°2).
- Boserup Ester (1970), *Woman's role in economic development*, London: Earthscan Publications.
- Mazoyer Marcel (2005), « Développement agricole inégal et sous-alimentation paysanne », in: Mazoyer Marcel et Roudart Laurence (Ed.), *La fracture agricole et alimentaire mondiale*, pp. 15-35, Paris: Universalis.
- Razavi Shahra (2009), « Engendering the political economy of agrarian change », *Journal of Peasant Studies*, 36(1) : 197-226.